

Rapport annuel 2008 alliance sud

Communauté de travail

Swissaid · Action de Carême · Pain pour le prochain · Helvetas · Caritas · Eper

www.alliancesud.ch



Alliance Sud en bref

Comité directeur

Antonio Hautle, directeur Action de Carême (président 2009)

Caroline Morel, directrice Swissaid (vice-présidente 2009)

Beat Dietschy, secrétaire général Pain pour le prochain (président 2008)

Melchior Lengsfeld, directeur Helvetas

Ueli Locher, directeur Eper

Jürg Kruppenacher, directeur Caritas Suisse (jusqu'à septembre 2008)

Hugo Fasel, directeur Caritas Suisse (dès octobre 2008)

Direction

Peter Niggli, directeur et responsable du secteur Advocacy et Lobbying

Bastienne Joerchel, responsable du bureau régional de la Suisse romande

Lavinia Sommaruga, responsable du bureau régional de la Suisse italienne

Emanuela Tognola, responsable du secteur information et documentation

Kathrin Spichiger, responsable du personnel

Siège central

Peter Niggli, directeur

Kathrin Spichiger, assistante

Andrea Blaser, secrétariat (jusqu'à juin 2008)

Trinh Vuong (dès décembre 2008)

Advocacy et Lobbying

Rosmarie Bär, environnement/eau/genre

Silvia Carton, secrétariat (Lugano)

Michel Egger, commerce / OMC

Daniela Fassora, campagne 0,7%, Lugano (jusqu'à juin 2008)

Bruno Gurtner, marchés financiers (jusqu'à mai 2008)

Mark Herkenrath, marchés financiers (dès décembre 2008)

Pepo Hofstetter, médias/politique de développement

Marcus Jenal, JPO

Bastienne Joerchel, commerce / OMC

Michèle Laubscher, politique de développement

Stefan Luzi, campagne 0,7% (jusqu'à juin 2008)

Frédéric Russbach, secrétariat (Lausanne)

Lucie Schaeren, campagne 0,7%, Lausanne (jusqu'à mai 2008)

Lavinia Sommaruga, tous les thèmes (Lugano)

Alliance Sud Expertise

Bruno Stöckli

Service éducation

Marianne Gujer, *Urs Fankhauser*

Centre de documentation Berne

Emanuela Tognola, responsable

Flavio Haab, *Renate Zimmermann*

Centre de documentation Lausanne

Line Durussel, *Nicolas Derron*, *Pierre Flatt*

Impressum

Texte: *Alliance Sud*

Rédaction: *Kathrin Spichiger*, *Pepo Hofstetter*

Traduction française: *Michel Egger*

Mise en page: *Clerici Partner AG*, Zürich

Impression: *S+Z Print*, Brig

Photos: *Daniel Rihs*, *Sandro Mahler* (p. 5)



Politique «réaliste» et problèmes réels

Lors des négociations sur le climat en juin 2009 à Bonn, le groupe d'îles de la Micronésie (Pacifique) a demandé aux pays industrialisés de réduire leurs émissions de CO₂ jusqu'en 2020 d'au moins 45 pour cent par rapport à 1990. Les délégués de la Suisse ont prié leurs collègues micronésiens de rester «réalistes». La revendication micronésienne serait «irréaliste», parce que les gouvernements des pays industrialisés considèrent que seules des réductions limitées sont politiquement «réalistes». L'Union européenne est prête à offrir une diminution de 20 pour cent. Avec un effort supplémentaire jusqu'à 30 pour cent si d'autres pays industrialisés lui emboîtent le pas. Mais le gouvernement Obama n'ira pas si loin: il ne propose à son parlement réticent qu'un objectif beaucoup plus faible, c'est-à-dire «politiquement réaliste».

Cet épisode est emblématique. L'Océan pacifique va engloutir la Micronésie et ses 110 000 habitants, si l'on ne parvient pas à initier, dans la prochaine décennie, un virage vers une baisse substantielle des émissions globales de CO₂. Le gouvernement et la population de la Micronésie ont donc de bonnes raisons d'être nerveux: sans mesures «irréalistes» contre le réchauffement climatique, ils vont disparaître. Ils ne sont pas les seuls dans cette situation. La vie de centaines de millions de personnes va subir des changements très dommageables, si le «réalisme» continue à dicter la politique climatique comme il l'a fait jusqu'ici.

Que la politique «réaliste» ne soit parfois pas à la hauteur des problèmes réels est également patent dans le cas de la crise financière. Deux ans après qu'elle ait éclaté, la re-régulation des marchés financiers exigée de toutes parts est ajournée de sommet en sommet. Parallèlement, les acteurs globaux de l'industrie financière travaillent un à un les parlementaires pour que la montagne n'accouche finalement que d'une souris régulatrice, qui leur permettra à l'avenir de continuer à aspirer les gains de l'économie réelle dans l'économie de casino. Les jeux, heureusement, ne sont pas encore faits. Si la résolution de la crise actuelle s'ensable comme celle de la crise asiatique il y a dix ans, les gouvernements devraient commencer à épargner déjà les milliards requis par le prochain effondrement des marchés financiers.

Certes, il est vrai que le temps aide parfois à rompre avec le statu quo. Il y a dix ans, on considérait comme «irréaliste» d'exiger une égalité voire une majorité de voix pour les pays en développement dans les organes dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Une telle réforme est aujourd'hui à l'ordre du jour. Cette percée a été rendue possible par le changement des rapports de force politiques et économiques au plan mondial. Dans le cas du réchauffement climatique ou des dangers liés aux marchés financiers, nous ne devrions pas faire reposer notre espoir sur une modification semblable des rapports de force dans les 20 à 30 prochaines années. Si, dans ces cas, le système politique ne suscite pas aujourd'hui le tournant «irréaliste» requis, on ne disposera des marges de manœuvres nécessaires qu'ex post, après la «catastrophe». C'est pourquoi Alliance Sud est encline à promouvoir une «politique irréaliste». C'est le meilleur de ce qui peut nous arriver.

Peter Niggli, directeur

Succès de la pétition pour augmenter l'aide au développement

Fin mai, la campagne «0,7% – ensemble contre la pauvreté», coordonnée par Alliance Sud, a remis avec tambour et trompette la pétition exigeant une augmentation de l'aide suisse au développement à 0,7% du produit national brut. Avec 201 679 signatures, elle a connu un succès impressionnant et influencé les positions au Parlement (voir plus bas).

Cette pétition avait été lancée en été 2007 par environ septante organisations (œuvres d'entraide, groupes d'Eglises, associations de jeunes et de femmes, organisations environnementales et syndicats). Son objectif était de rendre l'opinion publique attentive aux Objectifs du Millénaire de l'ONU pour le développement et d'amener la Suisse officielle à remplir ses engagements internationaux et à contribuer financièrement davantage à la lutte contre la pauvreté mondiale.

Un si grand nombre de signatures ont pu être récoltées grâce à l'engagement actif des organisations participantes. Avec l'aide de personnes individuelles et de groupes locaux, celles-ci ont contribué à une campagne vivante et couronnée de succès.

Le nombre élevé de signatures montre aussi que de larges cercles de la population appellent de leurs vœux une Suisse plus généreuse et solidaire. La plupart a été récoltée à des stands de rue dans tous les coins du pays, de Genève à Saint-Gall, de Bâle à Chiasso, de Porrentruy à Poschiavo. Un quart des signatures (environ 51 000) provenait de la Suisse romande, 12 500 de la Suisse italienne. Le site Internet a permis de récolter 15 000 signatures.

Aux côtés des nombreuses activités à petite échelle et des stands de rue, la campagne a également connu quelques moments forts en 2008 (voir aussi www.ensemblecontrelapauvrete.ch). Ainsi, par exemple:

- l'action «**Post-it au Conseil fédéral**». Le 29 février, dans plusieurs villes suisses, les passants ont eu la possibilité de coller un post-it sur le front de l'un des sept conseillers fédéraux, représentés en grand sur des affiches de

format mondial. Cela, afin de leur rappeler leurs engagements pour réduire de moitié la pauvreté mondiale d'ici 2015. Une action analogue a eu lieu sur Internet en mars, à laquelle se sont associés de nombreux sites et portails.

- la chanson et vidéo «**Es hört nid uf**». Deux artistes connus, Sophie Hunger et Kutti MC, ont composé et mis en musique une chanson pour la campagne 0,7%, dans laquelle ils thématisent la question de la faim. Une vidéo a été produite à la même occasion.
- l'action «**Tir au but contre la pauvreté**». Le 4 avril à Zurich, de nombreuses personnalités ont participé à des tirs au but pour les Objectifs du Millénaire; parmi elles figuraient Elmar Ledergerber, président de la ville, l'actrice Melanie Winiger, le cabarettiste Beat Schlatter et le journaliste sportif Adrian Fetscherin. Le 5 avril, à Bellinzona, plusieurs personnalités tessinoises ont joué un match de football solidaire sous le slogan: «La partita in gioco è la lotta alla povertà e alla fame».

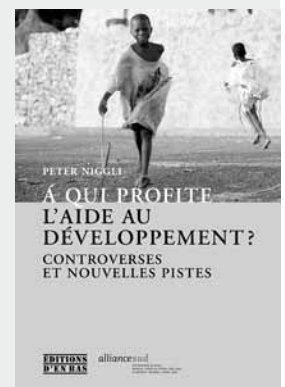
Parlement en faveur de l'augmentation de l'aide au développement

2008 a été une année à succès pour la coopération publique suisse au développement. Le Parlement a – sans aucune demande de réduction – donné son aval aux nouveaux crédits-cadres de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). En outre, il est entré en matière sur la revendication de la pétition d'accroître les budgets de l'aide. Les deux chambres ont exigé du Conseil fédéral des messages et des crédits-cadres additionnels permettant la réalisation de l'objectif de 0,5% d'ici 2015. Le Conseil fédéral voulait en rester à 0,4%.

Ces décisions témoignent d'un revirement de l'opinion publique amorcé en 2007: on est passé d'un état d'esprit globalement critique et négatif à une argumentation différenciée sur les possibilités et les limites de l'aide. Alliance Sud s'est engagée pour ce changement à travers la campagne «0,7% – ensemble contre la pauvreté». Elle a également participé activement aux débats publics sur l'efficacité de la coopération au développement. Une

«A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes»

La coopération au développement, que peut-elle réaliser ou non? Pourquoi la critique fondamentale se trompe-t-elle lorsqu'elle prétend que l'aide ne sert à rien? Ces questions ont été débattues par Alliance Sud et ses six organisations partenaires dans les années 2006–2007. Il en a résulté le livre «A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes», paru au printemps 2008. Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, y analyse les discussions internationales sur l'efficacité de la coopération au développement. Il montre que cette dernière a du succès lorsqu'elle renforce les droits des pauvres et améliore leurs conditions de vie. En revanche, elle n'apporte rien ou presque quand elle poursuit les intérêts particuliers des donateurs, ce qui est souvent le cas. Dans la seconde partie du livre, Alliance Sud et ses organisations membres proposent des principes et des revendications à l'attention de la coopération publique suisse au développement (voir aussi les indications sur les publications à la page 8).





Advocacy et Lobbying Berne: Rosmarie Bär, Pepo Hofstetter, Peter Niggli, Bruno Stöckli, Michèle Laubscher, Kathrin Spichiger et Mark Herkenrath.



Advocacy et Lobbying Lausanne: Michel Egger, Bastienne Joerchel et Frédéric Russbach.

contribution centrale a été la publication du livre «A qui profite l'aide au développement?» (voir encadré page 3), présenté mi-mai à Berne par Alliance Sud lors d'un séminaire réunissant près de 300 personnes. Le livre a eu un large écho dans de nombreux médias et a fait l'objet de débats publics.

Pas d'efficacité sans société civile

En 2008, l'efficacité de l'aide a également constitué un thème important au plan international. Lors d'une conférence début septembre à Accra, capitale du Ghana, les pays donateurs et en développement ont négocié les mesures à prendre. Ils s'étaient déjà engagés en 2005 en faveur des principes de la Déclaration de Paris, mais ne les avaient qu'insuffisamment mis en œuvre.

Lors des préparatifs de la conférence, les organisations de la société civile ont également discuté, au plan mondial, des moyens d'accroître l'efficacité de l'aide. La

plate-forme des organisations suisses de développement, dont le secrétariat est tenu par Alliance Sud, a formulé des recommandations pour la position officielle de la Suisse à Accra: si l'on veut que l'aide parvienne aux plus pauvres et qu'elle soit durable, la société civile dans les pays en développement doit pouvoir participer aux stratégies de développement et à l'utilisation des fonds. Pour cela, des processus démocratiques doivent être mis sur pied, la transparence accrue et des comptes rendus par les gouvernements donateurs et bénéficiaires. La Suisse s'est engagée explicitement en faveur de ces recommandations à Accra. Alliance Sud était représentée à la conférence.

Accords bilatéraux de libre-échange

En 2008, la stratégie offensive de la Suisse en matière de conclusion d'accords bilatéraux de libre-échange a porté ses fruits. La conseillère fédérale Doris Leuthard a an-

noncé l'ouverture officielle des pourparlers entre l'Inde et l'Association européenne de libre-échange (AELE) à l'occasion du Forum de Davos, en janvier. Deux rounds de discussion ont déjà eu lieu depuis lors. Le 25 novembre, après seulement 18 mois de négociations, la Colombie a signé un accord de libre-échange avec l'AELE. Un tel accord est également sous toit avec le Pérou; il n'attend plus que d'être signé. Un record de vitesse où la Suisse joue un rôle moteur. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) s'est en effet fixé pour objectif prioritaire de ne pas se laisser distancer par l'Union européenne et les Etats-Unis dans la course aux accords bilatéraux.

Exemptes de toutes préoccupations de développement et de solidarité, les motivations des négociateurs helvétiques se résument à deux points: préserver les débouchés existants des entreprises suisses et conquérir de nouveaux marchés avec des pays identifiés comme attractifs sur le plan économique et commercial. C'est cette politique qu'Alliance Sud et la Déclaration de Berne dénoncent dans une brochure publiée conjointement en juin, intitulée «Liaisons dangereuses – Les accords bilatéraux de libre-échange Nord-Sud». Celle-ci analyse plus en détail le contexte international de cette nouvelle dynamique bilatérale et les conséquences pour les pays en développement (voir aussi les indications sur les publications à la page 8).

En octobre, à l'invitation d'Alliance Sud et de la Déclaration de Berne, trois personnalités de la société civile indienne sont venues en Suisse pour rencontrer des parlementaires et des représentants de l'administration fédérale. Le but était de débattre des préoccupations de la société civile indienne sur les conséquences et les enjeux d'un accord bilatéral de commerce entre l'Inde et l'AELE. Cet événement a permis de nouer de précieux contacts avec les ONG indiennes et de les sensibiliser aux risques que représentent des négociations avec l'AELE, bien moins connue que l'Union européenne. Des relations constructives ont ainsi pu être établies avec une coalition de plus de 70 syndicats, associations et mouvements issus de la société civile indienne, fortement engagée dans l'opposition aux négociations avec l'UE. Celle-ci se mobilise maintenant aussi sur les pourparlers avec la Suisse et ses partenaires européens.

Toutes les tentatives de Pascal Lamy, directeur de l'OMC, de faire de l'année 2008 celle du retour de l'OMC sur le devant de la scène, ont échoué. Le cycle de

Doha n'est probablement pas définitivement enterré, mais on peut toutefois affirmer sans trop de risques que les négociations multilatérales n'aboutiront pas avant plusieurs années. Cette situation conforte la Suisse dans sa volonté de poursuivre sur la voie des accords bilatéraux. Des négociations sont déjà annoncées avec la Russie et l'Ukraine.

Dialogue avec Nestlé

Alliance Sud a poursuivi le dialogue confidentiel initié en 2006 avec Nestlé sur des questions de responsabilité sociale et de droits humains. Une délégation – composée notamment de trois directeurs des œuvres membres et de deux experts – a mené une mission en Colombie pour examiner les activités de Nestlé et leur impact en termes de développement, de paix et de droits humains. Le rapport critique a mis en évidence plusieurs points problématiques: les relations conflictuelles avec le syndicat Sinaltrainal, en particulier sur les conditions de travail de la main-d'œuvre temporaire et chez les sous-traitants, la sécurité des employés dans un contexte national de conflit armé, les tensions entre les exigences financières et l'engagement social de l'entreprise. Les recommandations ont été discutées à haut niveau et les engagements pris par Nestlé feront l'objet d'un suivi.

Evasion fiscale et financement du développement

La crise financière, qui a commencé aux Etats-Unis en été 2007, a fait plonger en automne 2008 toutes les places financiè-

res interconnectées au plan global. Dans leur sillage, dès octobre, l'économie mondiale a subi une chute d'une ampleur telle qu'elle n'est pas sans rappeler la grande dépression des années 1930. Bien qu'ils aient semblé moins touchés au départ, les pays en développement doivent s'attendre aujourd'hui également à des reculs économiques importants. En très peu de temps, les pays industrialisés ont mobilisé d'énormes fonds publics pour sauver leur secteur bancaire et relancer l'économie réelle. Fin janvier 2009, la somme totale représentait plus de trois fois l'aide au développement octroyée par les pays riches entre 1960 et 2006.

La crise financière et économique a constitué la principale préoccupation des pays en développement à la Conférence sur le financement du développement, qui s'est tenue à Doha en décembre 2008. Alliance Sud a participé aux travaux préparatoires de l'administration fédérale. Cependant, à l'instar d'autres pays industrialisés, la Suisse n'était guère disposée à profiter de cette conférence pour débattre de l'impact et des conséquences politiques de la crise. Alliance Sud a critiqué cette attitude hésitante lors d'une conférence de presse et a présenté les revendications justifiées des pays en développement. Ceux-ci ont finalement réussi à faire passer à Doha l'idée d'une conférence spéciale de l'ONU en juin 2009 sur la crise économique et financière. Un résultat positif dans la mesure où la gestion de la crise au plan international n'a été traitée jusqu'ici que dans le cadre restreint du G20, qui regroupe les 20 plus importants pays

industrialisés et émergents de la planète. Les tergiversations de la Suisse s'expliquaient également par sa crainte d'une pression accrue sur les paradis fiscaux. Une appréhension qui s'est avérée justifiée début 2009. Depuis lors, le Conseil fédéral s'est vu contraint de garantir aux membres de l'OCDE l'entraide judiciaire également en cas d'évasion fiscale. Parallèlement, les Etats-Unis lui ont imposé, dans une procédure contre l'UBS, la transmission en bloc de données sur d'éventuels fraudeurs fiscaux. Les conséquences de ces décisions d'envergure ne sont pas encore prévisibles. Alliance Sud s'engage afin que la Suisse traite de façon égale tous les pays en matière d'évasion fiscale, c'est-à-dire qu'elle octroie également aux pays en développement ce qu'elle a dû concéder aux pays industrialisés. En agissant ainsi, le Conseil fédéral pourrait contribuer de manière crédible et légitime à l'offensive internationale pour le tarissement de tous les paradis fiscaux.

Moratoire sur les importations d'agrocarburants

L'ordonnance de la loi révisée sur l'imposition des huiles minérales est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008. Elle comprend des exonérations fiscales sur les importations d'agrocarburants, lorsqu'ils remplissent certains standards écologiques et sociaux. Alliance Sud a souligné à maintes reprises l'insuffisance de ces critères. Alors que la demande en agrocarburants explose au Nord, le Sud consacre de plus en plus de surfaces agricoles à des plantations d'huile de palme, de canne à sucre, de maïs et de jatropha pour la production d'éthanol ou de diesel – au détriment des cultures vivrières. Pour renverser cette tendance, les organisations de développement, d'environnement, de paysans et de droits humains ont créé en Suisse une «Plate-forme agrocarburants». Alliance Sud fait partie de ce réseau. Son premier objectif a été une initiative parlementaire exigeant un moratoire de cinq ans sur les importations d'agrocarburants. Celle-ci a été déposée fin septembre par le conseiller national Rudolf Rechsteiner, avec le soutien de 105 parlementaires. A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation en octobre, la plate-forme a organisé une conférence de presse, à laquelle ont participé des parlementaires de presque tous les partis politiques.



Bureau régional Lugano: Silvia Carton et Lavinia Sommaruga.



Service éducation: Urs Fankhauser et Marianne Gujer.

Journée mondiale de l'alimentation sous le signe du changement climatique et des agrocarburants

L'«Alliance suisse contre la faim», où Alliance Sud a représenté ses œuvres membres, a en 2008 pris en charge pour la première fois l'organisation de la Journée mondiale de l'alimentation en Suisse. Fixé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le thème de la journée était: «La sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies». Sur les places publiques de Bellinzzone, Berne, Lausanne, Wil et Zurich, les causes de la faim et de la crise alimentaire ont été expliquées à l'aide de brochures et de grandes affiches. Pour attirer l'attention, des tours d'eau ont été érigées avec 4000 bouteilles d'un litre, soit la quantité d'eau nécessaire pour produire un litre d'agrocarburant! Un vidéo-clip spécialement destiné aux jeunes a été diffusé avec succès sur Youtube.

Changement climatique – le thème de développement

Le réchauffement climatique global, qui touche les pays en développement disproportionnellement, a constitué un autre thème prioritaire d'Alliance Sud. En vue de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, qui s'est tenue fin décembre 2008 dans la ville polonaise de Poznan, Alliance Sud a demandé à la Suisse, lors d'une conférence de presse, de s'engager à ce que les pays industrialisés – principaux responsables du changement climatique – offrent un marché équitable aux pays en développement. Un

nouvel accord sur le climat ne pourra être conclu que s'il reconnaît le droit au développement des pays les plus pauvres et facilite le transfert de technologies. Le succès des négociations dépendra également de l'aide que les pays industrialisés, dont la Suisse, seront prêts à apporter aux pays pauvres pour s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique. Alliance Sud a tiré un bilan très négatif de cette conférence de l'ONU qu'elle a suivie sur place. Il y a peu de chance qu'un accord post-Kyoto équitable puisse être approuvé en décembre 2009 à Copenhague. Les pays industrialisés ne sont toujours pas prêts à s'engager pour des objectifs de réduction des gaz à effet de serre au niveau estimé nécessaire par les experts. Les pays en développement et les populations indigènes ont essayé un revers notamment dans la protection des forêts tropicales. De même, le financement des mesures d'adaptation au Sud est encore loin d'être acquis.

Dans le cadre de l'«Alliance pour une politique climatique responsable», Alliance Sud a participé à l'élaboration d'un vaste catalogue de revendications fondé sur les trois principes suivants: induire une politique effective de protection du climat, promouvoir la justice au plan mondial, avoir du sens économiquement. Ces recommandations ont été remises au Conseil fédéral, avant qu'il ne mette en consultation, début décembre, la loi révisée sur le CO₂.

Alliance Sud Expertise

Pour Alliance Sud Expertise, l'année 2008 s'est une fois encore déroulée sous le si-

gne du programme de désendettement bilatéral de la Suisse. Sur les deux fonds de contrepartie restants, celui de la Côte d'Ivoire a pu être définitivement clos. Le fonds égyptien le sera en principe en 2009. La Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) ont demandé à Alliance Sud Expertise d'accompagner les travaux de clôture dans les deux cas et d'effectuer une évaluation finale du fonds ivoirien.

En 2008, le solde des 270 millions de francs mis à disposition par la Suisse pour les fonds de contrepartie, a été dépensé. Les trois acteurs principaux du programme (DDC, Seco et Alliance Sud) en ont profité pour tirer un bilan des quinze dernières années de cette histoire couronnée de succès. Alliance Sud en a reçu le mandat. Il ne s'agissait pas cette fois-ci d'une évaluation habituelle, mais de la mise en valeur du riche fonds de connaissances acquises tout au long du programme de désendettement.

L'évaluation a porté avant tout sur les «Dos and don'ts» dans la mise sur pied de fonds de développement. Dans la mesure où cette forme de distribution de ressources est en train de renaître malgré l'accroissement de l'aide budgétaire et aux programmes, l'évaluation a donné lieu à certaines réflexions fondamentales. En résumé, si l'idée de fonds de contrepartie est née pour le désendettement, elle peut être adoptée par d'autres acteurs pour des objectifs différents et sous une forme nouvelle. Par exemple, pour canaliser les paiements compensatoires aux pays en développement au titre de la protection du climat.

Bureau régional Suisse italienne

Durant le premier semestre 2008, le bureau régional d'Alliance Sud en Suisse italienne a poursuivi son engagement en faveur de la campagne «0,7% – insieme contro la povertà». Le 4 avril a constitué un moment fort, quand les associations membres du comité de la campagne ont dialogué avec les passants sur les places de huit villes: Ascona, Locarno, Bellinzzone, Giubiasco, Lugano, Mendrisio, Chiasso et Coire. La journée s'est achevée par un tournoi de football symbolique.

Pour illustrer les Objectifs du Millénaire pour le développement, Alliance Sud a organisé une soirée publique à Bellinzzone en collaboration avec Swissaid: «La faim n'est pas une fatalité: le courage des femmes paysannes au Niger». Etait présente Fatoumata Alou, responsable des projets de Swissaid pour les femmes au Niger.

Lors de la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre, Alliance Sud et l'Alliance suisse contre la faim ont mis sur pied une action à Bellinzone, qui a été animée par 25 personnes et visitée par plus de 250 élèves.

Alliance Sud a continué son travail de sensibilisation sur l'eau en tant que bien public, notamment par l'organisation d'une formation pour l'Associazione ticinese terza età et d'une soirée ouverte à tous dans la vallée de la Maggia, conjointement avec Helvetas.

Dans le cadre de ses activités liées au Groupe «Agenda 21 local», Alliance Sud a participé activement au groupe de travail «Évaluation de la durabilité au niveau local», ainsi qu'aux Forums Echos du projet territoire suisse de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

Le bureau régional à Lugano a diffusé des prises de position sur la politique internationale et de développement. Elle a répondu aux demandes du public et publié près de 80 articles dans la presse de langue italienne.

Bureau régional Suisse romande

Les collaboratrices et collaborateurs du service Advocacy et Lobbying à Lausanne sont responsables du dossier commerce international. Ils ont, en outre, assumé la campagne «0,7% – ensemble contre la pauvreté» en Suisse romande et relayé dans l'opinion publique nombre d'autres thèmes de politique de développement traités par Alliance Sud.



Centre de documentation Lausanne: Line Durussel, Nicolas Derron et Pierre Flatt.



Centre de documentation Berne: Emanuela Tognola, Renate Zimmermann et Flavio Haab.

Education

Le service éducation d'Alliance Sud a produit en 2008 le matériel pédagogique suivant:

- «Ces graines qui nourrissent le monde: blé, riz, maïs & les autres». Cette mallette pédagogique met en évidence l'importance des denrées de base pour l'alimentation des êtres humains. Elle contient des textes, des infographies, un DVD et un set d'échantillons avec les 16 plus importants aliments de base. Sur la base d'informations élémentaires, des questions plus complexes peuvent être traitées, comme par exemple le lien entre sous-alimentation et production de viande ou la concurrence entre la production de nourriture et les agrocarburants. La mallette pédagogique est conçue pour les élèves et jeunes de 11 à 16 ans. Elle est disponible en allemand et en français dans les centres de documentation pédagogiques.
- En collaboration avec le fonds de livres pour enfants Baobab, un document pédagogique sur l'ouvrage «Das Geheimnis der Bäume» des artistes indiens Bhajju Shyam, Ram Singh et Durga Bay a été publié. Il peut être téléchargé sur le site Internet d'Alliance Sud (en allemand).
- A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre, un dossier en français a été produit pour les écoles, en collaboration avec la Fondation Education et Développement à Lausanne et de nombreuses autres organisations.

Le kit pédagogique «Jobs go global» – produit en 2007 dans le cadre de la campagne «Jeunesse et travail» – a obtenu la mention «recommandé» lors de la remise de l'«Ardoise d'Or 2008» de l'association «Jeunesse et Economie». Il s'adresse aux jeunes des écoles professionnelles et en préapprentissage. Il a été élaboré sur mandat de la DDC en collaboration avec la Fondation Education et Développement et Films pour un seul monde.

Information et documentation

D'un centre de documentation classique proposant uniquement des dossiers et des produits documentaires, le secteur information et documentation devient aussi un centre de compétences en participant à divers projets comme «La jeunesse débat» – projet ayant pour but de permettre au plus grand nombre possible de jeunes de toute la Suisse d'apprendre à débattre et de prendre goût à l'échange d'opinions – ou comme «Histoire vivante» – projet qui vise la réalisation de fiches pédagogiques pour l'exploitation de quatre films choisis parmi les documentaires diffusés par l'émission de la Télévision suisse romande «Histoire vivante». La documentation fournit tant de la documentation papier que de la documentation électronique ainsi que des conseils et des réflexions; elle est même devenue coordinatrice dans le cas du projet «Histoire vivante».

Consultations «online»

Au cours de cette année, les centres de documentation ont élaboré des dossiers élec-

troniques sur les thèmes suivants: immigration et asile en Suisse, l'eau, les changements climatiques, le pétrole, les réfugiés de l'environnement, les droits de l'enfant, les enfants travailleurs, les Jeux Olympiques de Pékin 2008, la faim et la santé dans le cadre des Objectifs du Millénaire.

Sur le plan statistique, tous les produits de la documentation accessibles en ligne ont connu une fréquentation à la hausse. En outre, une adaptation et une traduction en italien de la base de données Globalia ont été réalisées pour la version italienne du site d'Alliance Sud.

Faciliter la recherche

L'information étant multiple, universelle, immédiate, exacte ou erronée, brève ou complexe, elle n'en est que plus difficile à saisir. Les documentalistes sont de plus en plus confrontés à un public qui se croit autonome et efficace dans la recherche d'information, mais qui, dans les faits, se perd dans la masse d'informations ou passe à côté de bon nombre de ressource

ces qui ne se trouvent pas sur la première page des résultats de Google.

Afin de faciliter les recherches des usagers, les documentalistes ont étroitement collaboré avec un étudiant de la Haute Ecole de Gestion (HEG) de Genève dans la réalisation de son travail de bachelor au centre de documentation de Lausanne. Le document final propose une méthodologie de recherche d'information aux étudiant(e)s du Secondaire II et fait écho au document «Leitfaden für Schülerinnen und Schüler», publié sur les pages de la documentation bernoise. Ce dernier a, par ailleurs, été complété par un chapitre sur la recherche Internet lors du stage d'une étudiante en information et documentation au centre de Berne.

Les places de stage dans les centres de documentation se font de plus en plus rares. Les centres de documentation d'Alliance Sud fournissent une intéressante opportunité dans ce domaine, permettant aux personnes en formation de compléter leur bagage théorique par une expérience pratique.

Publications

A qui profite l'aide au développement?

Controverses et nouvelles pistes

Des voix influentes ne cessent de mettre fondamentalement en question l'efficacité de l'aide au développement. Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, montre dans son livre ce que la coopération internationale peut accomplir, en quoi les Objectifs du Millénaire pour le développement sont utiles et pourquoi il convient d'accroître l'aide. Peter Niggli, A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes, édité par Alliance Sud et Editions d'En Bas, Lausanne, 2008, 200 pages, CHF 24.-, ISBN 978-2-8290-0350-9.

GLOBAL+

Avec son périodique trimestriel GLOBAL+, Alliance Sud informe sur ses activités, analyse et commente la politique de développement de la Suisse, traite de questions générales sur la mondialisation et la politique Nord-Sud. En 2008, les thèmes suivants ont été approfondis: les nouveaux messages du Conseil fédéral pour la coopération au développement, l'évasion fiscale internationale, les agrocarburants, l'accord bilatéral Inde-Suisse (printemps), le bilan de la cam-

pagne «0,7%», la Conférence d'Accra sur l'efficacité de l'aide, la crise alimentaire (été), les négociations pour un accord post-Kyoto sur le climat, la protection du climat et la politique commerciale, la Conférence de Doha sur le financement du développement, la réorganisation de la DDC (automne), les réfugiés du climat, l'accord bilatéral de libre-échange avec l'Inde, la crise financière et les pays en développement (hiver). GLOBAL+ paraît en français et en allemand (en anglais: Alliance Sud News). Il est disponible par abonnement (CHF 30.-).

GLOBAL+ Dossiers

Dans la série *Dossiers*, Alliance Sud a publié «Le monde à l'envers: le Sud finance le Nord – Flux de capitaux entre les pays industrialisés et en développement» (*Dossier* 11/janvier 2008), ainsi que la documentation de sa conférence publique du 16 mai 2008: «A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes» (*Dossier* 12/juillet 2008). Les *Dossiers* sont disponibles en ligne sur le site Internet (format pdf) ou sous forme imprimée (cahier séparé: CHF 7.-, plus les frais d'envoi).

Liaisons dangereuses

Dans la brochure «Liaisons dangereuses: les accords bilatéraux de libre-échange

Nord-Sud», Alliance Sud et la Déclaration de Berne mettent en lumière la nouvelle stratégie de libre-échange du Conseil fédéral à travers la conclusion d'accords bilatéraux. Elles en expliquent les conséquences négatives sur les pays en développement et donnent des réponses aux questions les plus fréquentes. La brochure contient 32 pages et est disponible en français et en allemand.

Lettre d'information électronique

Depuis février 2008, Alliance Sud diffuse une lettre d'information électronique. Elle paraît en allemand et en français environ 8 fois par an. Elle informe sur les activités politiques importantes et les publications d'Alliance Sud, ainsi que sur les offres de ses centres de documentation.

Prises de position de politique de développement 2008

L'ensemble des communiqués de presse, exposés et autres prises de position politiques d'Alliance Sud pour l'année 2008 sont disponibles sous la forme d'une compilation de format A4 (CHF 30.-, plus les frais d'envoi).

Commandes: mail@alliancesud.ch
ou www.alliancesud.ch.

Alliance Sud 2008 en chiffres

Bilan au 31.12.2008

Actifs	1.1.-31.12.2008		Année précédente		Différence	
		CHF	%	CHF		%
Liquidités et valeurs	1	555 073.36		585 387.95	-30 314.59	
Créances		157 506.34		196 695.45	-39 189.11	
Actifs transitoires		56 729.00		30 990.05	25 738.95	
Actif circulant		769 308.70	47,9%	813 073.45	49,2%	-43 764.75
Actif corporel		10 229.05		13 455.90	-3 226.85	
Immobilisations financières	2	700 000.00		700 000.00	-	
Actif immobilisé		710 229.05	44,2%	713 455.90	43,2%	-3 226.85
Actif financier à affectation spéciale	3	127 020.20		125 762.55	1 257.65	
Actif financier à affectation spéciale		127 020.20	7,9%	125 762.55	7,6%	1 257.65
Total actifs		1 606 557.95	100,0%	1 652 291.90	100,0%	-45 733.95

Passifs	1.1.-31.12.2008		Année précédente		Différence	
		CHF	%	CHF		%
Autres obligations		40 695.77		47 675.25	-6 979.48	
Passifs transitoires		83 654.95		67 082.18	16 572.77	
Capital étranger à court terme		124 350.72	7,7%	114 757.43	6,9%	9 593.29
Provisions	4	207 194.25		187 237.75	19 956.50	
Engagements dans des projets	5	25 919.40		-37 555.49	63 474.89	
Capital étranger à long terme		233 113.65	14,5%	149 682.26	9,1%	83 431.39
Réserves de réévaluation		51 404.48		51 404.48	-	
Capitaux libres réalisés		1 023 152.38		1 116 758.65	-93 606.27	
Capitaux liés réalisés	6	313 295.35		313 295.35	-	
Résultat annuel		-138 758.63		-93 606.27	-45 152.36	
Capital de l'organisation		1 249 093.58	77,7%	1 387 852.21	84,0%	-138 758.63
Total passifs		1 606 557.95	100,0%	1 652 291.90	100,0%	-45 733.95

Commentaire aux comptes annuels 2008

Pour la clôture annuelle de ses comptes, Alliance Sud se soumet aux exigences de présentation des comptes applicables aux organisations d'utilité publique (Swiss GAAP FER 21). Nous précisons que le décompte annuel 2008 présenté dans ces pages est la synthèse d'un rapport comptable beaucoup plus complet et détaillé. Celui-ci a été adopté par le Comité directeur d'Alliance Sud le 25 mars 2009 et est disponible auprès du secrétariat d'Alliance Sud.

L'exercice 2008 se clôt sur une perte globale de 138 759 francs. Celle-ci est un peu plus bas que le déficit budgété de 141 100 francs. Elle est le résultat des pertes opérationnelles d'Alliance Sud (69 366 francs) et des pertes du circuit de facturation clos d'Alliance Sud Expertise (69 392 francs).

Le capital propre a été réduit du montant de ces pertes et s'élève encore à 1,249 million de francs. S'y ajoutent 199 000 francs de provisions pour des investisse-

ments dans les technologies de la communication. Le capital disponible atteint donc 1,448 million de francs.

Remarques concernant les comptes annuels

- 1 Les liquidités sont constituées d'avoirs en caisse, d'avoirs à la poste et en banque ainsi que de valeurs en tout temps disponibles.
- 2 Les immobilisations financières sont constituées d'un prêt de 700 000 francs déposés dans le dépôt de titres de Caritas Suisse.
- 3 L'actif immobilisé à affectation spéciale comprend des réserves de cotisations de l'employeur à la caisse de pension Fondation Abendrot.
- 4 Les provisions incluent le fonds de rénovation pour les technologies de communication et l'infrastructure ainsi que le décompte des sous-locations.
- 5 Des engagements subsistent dans le projet de sensibilisation aux questions Nord-Sud ainsi que dans diverses campagnes non terminées.

Compte d'exploitation 2008

	1.1.-31.12.2008		Année précédente		Différence
	CHF	%	CHF	%	
Contributions annuelles, dons	-2 520.00	0,1%	-13 970.15	0,4%	11 450.15
Contributions à affectation spéciale	7 -2 885 532.86	87,6%	-3 036 464.99	88,7%	150 932.13
Actions spéciales	-17 797.85	0,5%	-	0,0%	-17 797.85
Activités et ventes	-147 001.14	4,5%	-158 350.83	4,6%	11 349.69
Autres recettes	-242 171.68	7,3%	-214 600.77	6,3%	-27 570.91
Recettes d'exploitation	-3 295 023.53	100,0%	-3 423 386.74	100,0%	128 363.21
Contributions à organisations tierces	8 503 560.85		507 355.65		-3 794.80
Achats pour activités et vente	24 912.65		54 259.00		-29 346.35
Frais de personnel	2 073 254.70		2 054 372.45		18 882.25
Prestations de tiers	165 384.55		143 360.10		22 024.45
Charges liés aux locaux, énergie, élimination	210 202.05		203 019.60		7 182.45
Entretien machines, mobiliers, installations	2 163.85		3 063.55		-899.70
Assurances de biens matériels, taxes, prélèvements	4 262.30		3 884.20		378.10
Frais d'administration et d'informatique	146 228.79		163 707.85		-17 479.06
Marketing, actions spéciales, relations publiques	261 868.25		407 789.11		-145 920.86
Frais, autres charges d'exploitation	77 997.80		58 979.75		19 018.05
Amortissements sur immobilisations	3 226.85		7 051.10		-3 824.25
Charges d'exploitation	3 473 062.64	-105,40%	3 606 842.36	-105,36%	-133 779.72
Résultat d'exploitation	178 039.11	-5,40%	183 455.62	-5,36%	-5 416.51
Résultat financier	-29 220.38		-75 999.35		46 778.97
Résultat des sous-locations	-10 060.10		-13 850.00		3 789.90
Excédent de dépenses sans résultat du fonds	138 758.63	-4,21%	93 606.27	-2,73%	45 152.36
Excédent de dépenses avant affectations	138 758.63	-4,21%	93 606.27	-2,73%	45 152.36
Affectations: capitaux libres réalisés	-138 758.63		-93 606.27		-45 152.36
Excédent de recettes après affectations	-0.00		0.00		-0.00

6 Le capital lié constitue le fonds d'actions. Il a été alimenté les années précédentes afin de réaliser des actions imprévues.

7 Les contributions à affectation spéciale proviennent notamment:

- des organisations membres pour le financement des activités d'«advocacy et lobbying» (2 160 000);
- des organisations partenaires de la campagne «0,7% – ensemble contre la pauvreté» pour la coordination de la campagne (212 500);
- des membres de la plate-forme des organisations suisses de développement pour la coordination par Alliance Sud (16 000);
- de la Direction du développement et de la coopération (DDC) aux centres de documentation

(190 000) et au projet de sensibilisation aux questions Nord-Sud (280 000);

- de la ville de Lugano au bureau régional d'Alliance Sud à Lugano (6000);
- du canton du Tessin aux projets dans le domaine du développement durable (5000);
- de l'Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) au budget d'Alliance Sud (20 000);
- de la Fondation liechtensteinoise de développement au budget d'Alliance Sud (10 000) et au séminaire organisé en octobre sur les accords bilatéraux de libre-échange (5000).

8 Des cotisations de membres ou de projets ont été versées en 2008 aux organisations et réseaux suivants: Eurostep (13 623), Eurodad (1132), Fonda-

Tableau de financement 2008

	2008	2007
	CHF	CHF
Domaine du chiffre d'affaires		
Résultat avant affectations (modification du fonds)	-138 758.63	-93 606.27
Modification provisions pour technologies de communication	19 956.50	-12 143.75
Amortissements	3 226.85	7 051.10
Cashflow	-115 575.28	-98 698.92
- augmentation / + diminution créances	39 189.11	14 061.15
- augmentation / + diminution régularisation active de fin de période	-25 738.95	12 797.95
+ augmentation / - diminution autres obligations à court terme	-6 979.48	-8 216.00
+ augmentation / - diminution régularisation passive de fin de période	16 572.77	18 891.20
Modification de l'actif net circulant	23 043.45	37 534.30
Flux financiers d'activités d'exploitation	-92 531.83	-61 164.62
Domaine des investissements		
+ vente / - acquisition d'actif corporel	-	-3 766.00
- augmentation / + diminution placements à affectation spéciale en titres	-1 257.65	-1 245.15
Flux financiers d'activités d'investissements	-1 257.65	-5 011.15
Excédent / besoin de capitaux	-93 789.48	-66 175.77
Domaine du financement		
+ augmentation / - diminution capitaux financiers à long terme	63 474.89	-42 302.04
Flux financiers du domaine financier	63 474.89	-42 302.04
+ augmentation / - diminution net - liquidités	-30 314.59	-108 477.81
Net - liquidités au 1.1.	585 387.95	693 865.76
Flux financiers d'activités d'exploitation	-92 531.83	-42 302.04
Flux financiers d'activités d'investissements	-1 257.65	-5 011.15
Flux financiers du domaine financier	63 474.89	-42 302.04
Net - liquidités au 31.12.	555 073.36	585 387.95

tion Education et Développement (165 000), InfoSud (321 000), Transparency International Suisse (500), KOFF (500), Interportal (1500), Tax Justice Network (307).

Informations complémentaires

- Indemnisation des organes dirigeants: les membres du Comité directeur ne sont pas indemnisés. Le salaire des membres de la Direction respecte les prescriptions du règlement des salaires d'Alliance Sud.
- Effectif: en 2008, Alliance Sud a offert des emplois fixes à 21 collaborateurs et collaboratrices. Ceux-ci se sont partagés 14,2 postes à plein temps. En outre, des postes à durée déterminée pour la campagne «0,7%» ont été créés, ainsi qu'un poste de

JPO. Plusieurs stages ont été effectués dans les centres de documentation.

- Rapport d'activités: Le présent rapport annuel vaut comme rapport d'activités.

Nous remercions

- les organisations membres Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper pour leurs cotisations de base;
- la Confédération, l'OSEO, la Fondation liechtensteinoise de développement, la ville de Lugano et le canton du Tessin pour leurs contributions aux activités d'Alliance Sud.

Les comptes annuels 2008 ont été révisés par la fiduciaire BDO Visura et déclarés en ordre.

Représentations d'Alliance Sud (état au 1.1.2009)

Michèle Laubscher	Commission consultative pour le développement et la coopération internationaux
Peter Niggli	Commission de la politique économique
Michel Egger	Commission des experts douaniers
Rosmarie Bär	Comité national suisse pour la FAO
Peter Niggli	Commission extra-parlementaire chargée des engagements militaires de la Suisse en faveur de la promotion internationale de la paix (Peace Supporting Operations)
Bruno Stöckli	Commission suisse pour l'encouragement de la recherche dans les pays en développement
Peter Niggli	Eurostep / réseau européen d'organisations de développement privées
Bruno Stöckli	Eurodad / réseau européen pour le désendettement et le développement
Peter Niggli	Groupe de liaison OMC du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)
Bastienne Joerchel	
Michel Egger	
Michel Egger	Groupe de contact Investissements du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)
Bruno Gurtner	Tax Justice Network (Steering Committee et présidence)
Rosmarie Bär	Coordination suisse «L'eau comme bien public»
Lavinia Sommaruga	
Bastienne Joerchel	
Rosmarie Bär	Alliance pour une politique climatique responsable
Rosmarie Bär	Alliance suisse contre la faim
Rosmarie Bär	Plate-forme agrocarburants
Marianne Gujer	Fondation Education et Développement
Marianne Gujer	Forum Education au Développement durable
Lavinia Sommaruga	Forum ECO pour le projet territorial suisse de l'ARE
Michèle Laubscher	NGO-Koalition für den Internationalen Strafgerichtshof
Michèle Laubscher	Groupe de travail des ONG pour une commission fédérale des droits de l'homme
Peter Niggli	Plate-forme des ONG suisses de développement
Michèle Laubscher	
Peter Niggli	Groupe parlementaire Suisse – Solidarité internationale (secrétariat)
Michèle Laubscher	
Bastienne Joerchel	Conseil de la Fedevaco
Pepo Hofstetter	Interportal
Flavio Haab	
Pierre Flatt	
Emanuela Tognola	Réseau suisse des centres de documentation spécialisés sur le développement (NEDS)
Nicolas Derron	
Emanuela Tognola	Informationsverbund Entwicklungspolitik (IVEP)
Flavio Haab	Délégation à la formation I+D, Bibliothèque Information Suisse (BIS)
Kathrin Spichiger	WIDE Switzerland

Adresses

Alliance Sud

Postfach 6735, 3001 Bern
mail@alliancesud.ch
www.alliancesud.ch

*Siège central, Advocacy et Lobbying,
Alliance Sud Expertise*

Tél. 031 390 93 30, fax 031 390 93 31
Centre de documentation

Tél. 031 390 93 37, fax 031 390 93 38
dokumentation@alliancesud.ch

Service éducation

Tél. 031 390 93 39, fax 031 390 93 38
school@alliancesud.ch

Alliance Sud

1, avenue de Cour, 1007 Lausanne
www.alliancesud.ch/politique

Politique de développement

Tél. 021 612 00 95, fax 021 612 00 99
lausanne@alliancesud.ch

Centre de documentation

Tél. 021 612 00 86, fax 021 612 00 99
doc@alliancesud.ch

Alliance Sud

Via Besso 28, C.P. 516, 6903 Lugano
Tél. 091 967 38 40, fax 091 966 02 46
lugano@alliancesud.ch
www.alliancesud.ch/politica

Compte postal d'Alliance Sud

30-36070-0